

GESTION RH À L'INRAP, UNE POLITIQUE QUI ENFONCE LES CDD DANS LA MISÈRE !

Le 1er avril, nous avons interpellé le Directeur Général des Patrimoines, sur l'avalanche des situations de CDD non payés à la fin du mois faute d'avoir des contrats signés dès le démarrage de la mission. Le DGPA a répondu dès le 2 avril, ce dont on lui sait gré dans un Ministère qui nous avait plutôt habitué ces derniers temps au silence et à l'inaction. On nous assure que la situation est en cours de traitement et que les 45 cas d'agents CDD recensés par l'établissement vont percevoir leur salaire prochainement sous forme d'acompte (sic).

Nous ne pouvons évidemment pas nous satisfaire d'une telle réponse qui passe sous silence le fait que cette situation reproduit à l'identique celle des mois précédents. Le phénomène n'est pas nouveau. Les services du siège concernés alertent la direction depuis le mois d'Octobre 2020. Pour l'heure il semble qu'aucune analyse des dysfonctionnements et aucune mesure structurante n'ait été prise pour éviter la répétition des mêmes effets délétères : on est parti en avril comme en mars, et le 7 de ce mois, plusieurs dizaines d'agents attendaient encore contrats ou avenants malgré les engagements annoncés. Le 12 certains contrats arrivent toujours par voie dématérialisée à leurs titulaires. Seul le travail obstiné des collègues Gestionnaires des Ressources Humaines et du Service de Gestion Administrative du personnel ont permis de limiter les dégâts.

Jusqu'à présent recrutés de mois en mois, les CDD n'ont plus aucune visibilité à moyen terme -un allongement de la durée des contrats serait semble-t-il envisageable- et en sont encore à devoir déclarer de fausses adresses sous la pression des directions de l'Inrap. Les dysfonctionnements sur la gestion des contrats ont des impacts sur tous les aspects de la vie professionnelle (salaire, remboursement de frais, congés) et de la vie personnelle (mutuelle, weekends imposés sur le lieu de mission, aucune possibilité de planifier des congés sinon ceux imposés par la direction). **C'est le retour de la gestion la plus crasse du monde ouvrier, le temps où le patron pouvait disposer du temps de travail à sa guise et imposer les conditions les plus restrictives en matière de vie privée.**

Les témoignages s'accumulent des collègues désespérés par cette gestion abjecte qui les placent dans des situations intenable et inhumaines !

Pour épargner à la trésorerie de l'établissement les effets d'un hypothétique reconfinement, on est en train de faire exploser les collègues CDD, forces vives indispensables, et les collègues des Ressources Humaines qui sont au bord du gouffre !! **LE PRIX CONTRE LA VALEUR !**

Pendant ce temps, le ministère fait mine de croire que cette gestion est saine et efficace.

Le SGPA réclame une réunion de crise avec la Direction Générale des Patrimoines. Nous exigeons une gestion digne des collègues sous contrat à durée déterminée. Il faut mettre un terme définitif à cette politique de gestion des CDD qui ne tient compte ni des personnes, ni de la réalité des missions opérationnelles ni des difficultés de gestion posées aux équipes administratives ! En outre, un temps de post-fouille proportionnel au terrain doit être intégré dans tous les contrats. Les cdd ne sont pas que des pousses-brouettes !

Nous exigeons un plan de déprécarisation. Les besoins opérationnels sur lesquels sont recrutés les 300 ou 400 CDD employés tous les mois sont permanents et doivent être pourvu par de l'emploi pérenne !

Commençons par remplacer les emplois CDI détruits depuis 3 ans : plus de 150 !!!